

Les limites du "soft power" de la Chine

Par Jean-Philippe Béja, directeur de recherche CNRS

Par Jean-Philippe Béja, directeur de recherche CNRS



Jean-Philippe Béja est diplômé de Sciences Po Paris, de l'université Paris VII (chinois), du Centre de formation des journalistes (CFJ), de l'université du Liaoning (littérature chinoise) et a obtenu un doctorat en études asiatiques à l'université Paris VII. Entré au Ceri (Centre d'études et de recherches de relations internationales de Sciences Po) en 1975, il a été directeur scientifique du Centre d'études français sur la Chine contemporaine (Hong Kong) de 1993 à 1997 et directeur de la rédaction de China Perspectives/Perspectives chinoises. Il est actuellement membre du comité de rédaction de China Perspectives/ Perspectives chinoises et directeur de thèses à Sciences Po Paris. Il est conseiller de l'Institut de Sinologie de l'Université des sciences et des techniques de Lisbonne et conseiller de l'Observatoire de la Chine de Lisbonne. Ses travaux sur les transformations de la société et du système politique chinois s'inscrivent dans le Projet transversal "Représentations et pratiques de la démocratie" du Ceri (www.ceri-sciences-po.org/cerifr/cherlist/beja.php).

[Voir son blog](#)

Selon Joseph Nye, pour pouvoir exercer son « soft power » – concept qu’il a inventé –, un pays doit avoir une idée claire de ses buts et de ses fondements : attractivité de sa culture et de ses valeurs sociales et politiques, substance de sa diplomatie... C’était le cas de la Chine de Mao, ça l’est beaucoup moins de celle de Hu Jintao, trente ans après. Depuis la fin des années 1990, l’impressionnant développement économique de la République populaire de Chine génère une inquiétude latente à la mesure du bouleversement qu’il induit dans les relations internationales. Le régime communiste en a conscience mais, englué dans une profonde crise idéologique et dans ses contradictions, il peine à développer son soft power et à améliorer son image, que ce soit avec la mise en valeur de ses ressources culturelles ou l’utilisation des Jeux olympiques de Pékin. Au point de privilégier ces derniers temps l’accroissement de son « hard power ».

Bien avant Joseph Nye – spécialiste américain des relations internationales qui développa le concept de « soft power »¹ –, Mao Zedong (et avant lui encore Lénine) avait compris l’importance du soft power dans l’image internationale d’un pays. Prenant exemple sur l’URSS stalinienne, dès sa prise du pouvoir, le parti communiste chinois avait fondé un bureau des éditions en langues étrangères, et une radio, Radio Pékin, prenant la suite de Radio Yan’an, fondée en 1941², qui diffusait ses émissions dans toutes les langues et dans le monde entier – ce qui, pour un pays si pauvre et largement détruit, représentait un investissement majeur. La propagande à l’égard de l’étranger était un élément important de la politique extérieure de la République populaire. Et il faut en reconnaître l’efficacité : au cours des années 1960, des centaines de milliers de jeunes occidentaux ont défilé derrière des portraits de Mao, un badge du Grand Timonier à la boutonnière et en agitant le « petit livre rouge ». De grands metteurs en scène (Bertolucci, Godard, Antonioni) ont consacré des films à la révolution chinoise et à son grand dirigeant. En Afrique, en Amérique latine, en Asie orientale, même en Inde, des groupes se réclamant de la pensée du dirigeant chinois ont joué un rôle important dans la lutte politique. Intellectuels occidentaux, étudiants du Tiers Monde, militants du monde entier rêvaient de se rendre à Pékin et d’y rencontrer le plus grand penseur du siècle. Il n’est que de feuilleter les journaux du 9 septembre 1976 pour se rendre compte de l’immense popularité de la Chine de l’époque.

Il aura fallu attendre près de trente ans pour que les dirigeants chinois se remettent à attacher de l’importance à leur image, en y affectant des crédits importants. Bien sûr, aujourd’hui, les cibles de cette offensive ne sont plus, comme du temps de Mao, les peuples mais bien les gouvernements, les entrepreneurs, en somme, les décideurs de toutes sortes. Le concept de soft power créé par Nye a fait son apparition en Chine dès le début des années 1990 lorsque Wang Huning, un politologue de l’université Fudan à Shanghai qui allait devenir l’un des conseillers de Jiang Zemin (président de la République populaire de Chine entre 1993 et 2003), l’a utilisé³. Dans son esprit, il s’agissait de remédier à l’isolement dans lequel la Chine avait été plongée au lendemain du massacre de Tiananmen.

Toutefois, on peut dater ce renouveau de la première candidature de Pékin à l'organisation des Jeux olympiques de l'an 2000. Il s'agissait de montrer au monde que la Chine était devenue un pays moderne capable d'organiser un événement de grande ampleur, et de rétablir la légitimité du Parti auprès d'une population encore traumatisée par la répression du mouvement pour la démocratie de 1989. La déception qu'a représenté l'échec de cette candidature a montré aux dirigeants chinois à la fois à quel point cette candidature pouvait mobiliser le soutien populaire, et l'ampleur du travail à accomplir pour redorer l'image du régime à l'étranger.

À partir de la fin des années 1990, et surtout de l'entrée de la Chine dans l'OMC (Organisation mondiale du commerce) en 2001, l'impressionnant développement économique de la République populaire a commencé à inquiéter les Occidentaux. L'inquiétude s'est renforcée lorsque le budget militaire chinois a connu des augmentations considérables. Cette montée en puissance a donné naissance à la théorie de la « menace chinoise », appuyée sur la théorie réaliste, courant de pensée sur les relations internationales qui veut que, lorsqu'une nouvelle puissance arrive sur la scène internationale, cela crée des turbulences qui peuvent aller jusqu'à la guerre. Désireux de contrer cette thèse assez répandue aux États-Unis sous la présidence de George W. Bush, les dirigeants chinois ont décidé de développer leur soft power.

D'après Joseph Nye, le soft power est la capacité de conduire les États à se comporter conformément à la volonté de celui qui l'exerce sans recourir à la force. Il est fondé sur l'attractivité de la culture, des valeurs sociales et politiques et sur le style et la substance de la politique étrangère d'un État ⁴. Donc, pour pouvoir l'exercer, un pouvoir politique a besoin d'avoir une idée claire de sa nature, de ses besoins, et de ses buts. C'était naturellement le cas de la Chine de Mao, cela l'est beaucoup moins de celle de Hu Jintao.

Désarroi idéologique et « modèle chinois »

Voyons d'abord le cas de la diplomatie, qui est sans doute le domaine où la direction du PC a la position la plus claire. En arrivant au pouvoir en 2002, le nouveau secrétaire général a développé les concepts d'« émergence pacifique » puis de « développement pacifique », selon lesquels le développement de la Chine ne menace personne et représente au contraire un ensemble d'opportunités pour l'ensemble du monde. L'image d'une Chine ouverte aux investissements étrangers, désireuse de s'implanter dans le monde de manière pacifique a été développée par les organes de propagande. Au début du nouveau millénaire, la Chine a commencé à mener une politique de bon voisinage en Asie du Sud-Est, mettant une sourdine à ses revendications sur les archipels de la mer de Chine du Sud qui suscitaient l'inquiétude de ses voisins de l'Asean (Association of Southeast Asian Nation). Elle est allée jusqu'à signer un traité de libre-échange qu'elle a mis en œuvre en 2010 ⁵. En même temps, elle a lancé une offensive de charme en Afrique et, à un moindre degré, en Amérique latine, apportant à la fois de l'aide au développement (et à la construction de palais présidentiels dans le cas de l'Afrique) et achetant les matières premières, investissant sans contrepartie politique, à la

différence des pays occidentaux et des organisations internationales qui insistent sur la nécessité de mettre en œuvre une « bonne gouvernance ». À la suite du grand sommet sino-africain de 2006 auquel ont participé 48 chefs d'État et de gouvernement ⁶, son image s'est beaucoup améliorée. Des analystes occidentaux ont commencé à parler du succès d'un « modèle chinois », ou d'un « consensus de Pékin »⁷ qui ferait concurrence au « consensus de Washington » imposé par le FMI (Fond monétaire international) et l'Occident depuis environ deux décennies et qui a montré ses limites avec la faillite de l'Argentine en 2001.

Trente ans après la mort de Mao Zedong, le « modèle chinois » fait-il sa réapparition ? Pourtant, lorsque l'on en vient aux valeurs et au système socio-politique, ces éléments indispensables du soft power, on voit les limites de cette stratégie. En effet, depuis le massacre de Tiananmen de 1989, le Parti communiste chinois (PCC) est plongé dans une crise idéologique profonde. L'idéologie socialiste dont il se réclame est à cent lieues de la pratique du capitalisme sauvage qu'il a mise en œuvre. Dans ces conditions de désarroi idéologique, comment pourrait-il projeter une image attractive ? Un autoritarisme assumé pourrait-il aider au développement du « soft power » de la Chine ? Peut-être, mais le PCC ne l'assume toujours pas et, au cours des deux dernières décennies, il s'est senti obligé d'affirmer qu'il respecte les droits de l'homme, et qu'il aspire à mettre en œuvre la démocratie ⁸. Tout cela explique les hésitations des dirigeants qui refusent de reconnaître l'existence d'un « modèle chinois » qui pourrait être exporté. Depuis 1989, les slogans adoptés par les dirigeants n'ont cessé de changer, des « trois insurances »⁹ aux « trois représentativités »¹⁰, de « l'homme au centre » à la « société harmonieuse », de l'« émergence pacifique » au « développement pacifique », aujourd'hui, même les cadres du Parti ont du mal à s'y retrouver ¹¹. Hu Jintao a eu beau annoncer, dans son discours au 17e congrès ¹², l'affectation de crédits importants au développement des recherches sur le marxisme, il est tout à fait conscient que cette idéologie ne veut plus rien dire pour les citoyens chinois, et qu'elle peut encore moins s'exporter. Devant cette incertitude, les autorités ont donc décidé de se replier sur les « valeurs chinoises traditionnelles ».

Ressources culturelles et contradictions du régime

On en arrive donc au troisième élément du soft power selon Nye, les ressources culturelles. Toutefois, les dirigeants communistes se trouvent confrontés à une contradiction : doivent-ils utiliser la « culture traditionnelle » de la Chine ? Confucius et Laozi ? Il n'est pas certain que le Parti communiste soit le mieux placé pour la défendre et la répandre : en effet, l'idéologie officielle reste le marxisme-léninisme, le « socialisme aux couleurs de la Chine ». De plus, il faut se souvenir que le parti communiste chinois est né dans la foulée du mouvement du 4 mai dont le mot d'ordre était « À bas la boutique à Confucius ». Ce n'est donc qu'au prix d'une pirouette idéologique qu'il peut se saisir de la pensée du Sage. Mais qu'à cela ne tienne : depuis les années 1990, les dirigeants du Parti ont étudié avec un intérêt croissant le discours sur les « valeurs asiatiques » lancé par le premier ministre singapourien Lee Kwan Yew dans les années 1980, se disant qu'il pourrait leur être utile. Ainsi, Hu Jintao a affirmé la nécessité de défendre la culture traditionnelle ¹³.

Harmonie, aisance moyenne, monde harmonieux, le tout a culminé avec la création des « instituts Confucius », dont l'intitulé même sonne comme un aveu d'impuissance d'un Parti qui n'est pas en mesure de proposer un modèle contemporain, ou un penseur plus original. Car enfin, Taiwan aussi se réclame du Sage. Toutefois, il faut reconnaître que la langue représente un instrument important de soft power et que l'engouement pour l'étude du mandarin est un fait sur l'ensemble de la planète. Plus de 500 instituts Confucius se sont implantés dans le monde, à l'intérieur même des universités, et ces instituts donnent de la Chine une image positive.

Quant à la culture contemporaine, littérature, cinéma, on sait qu'elle joue un rôle important dans la stratégie du soft power : ainsi, Hollywood est un élément essentiel du soft power américain. Dans ce domaine, les autorités chinoises sont prises dans une contradiction, car elles n'acceptent pas que les créateurs fassent preuve de trop d'autonomie : si le premier prix Man pour l'Asie a été accordé au **Totem du Loup**¹⁴, publié officiellement en Chine, les tribulations de l'œuvre de Yu Hua, **Dix mots pour comprendre la Chine**¹⁵, publiée d'abord en français, puis à Taiwan, montrent que l'on est encore loin de pouvoir utiliser cette ressource. Toujours dans le domaine littéraire, la Chine s'est opposée à la participation de l'écrivain Liao Yiwu au salon du livre de Francfort en 2009¹⁶, et a réagi violemment lorsque l'écrivain français d'origine chinoise Gao Xingjian, dont la plupart des œuvres majeures ont été écrites en Chine, a obtenu le Prix Nobel. De même, les films de Jia Zhangke, de Zhang Yuan, qui ont obtenu des prix dans de nombreux festivals internationaux ne sont pas projetés en Chine. Le refus des autorités de tolérer la moindre critique, même dans les œuvres d'art, fait que ce qui devrait être une source importante de soft power dessert au contraire l'image du régime.

Les résultats mitigés des Jeux olympiques

Du reste, d'une manière plus générale, l'autoritarisme qui caractérise le régime nuit à sa politique de soft power. Deux exemples récents le montrent. En 2008, les dirigeants du Parti ont eu l'idée d'utiliser les Jeux olympiques pour monter au monde que la Chine était redevenue une puissance qui compte, qu'elle était pacifique, moderne, et sur la voie de la prospérité. Ils ont donc eu l'idée de faire traverser les principales capitales du monde à la torche olympique, ce symbole de paix censé représenter le retour d'un Empire du milieu pacifique sur la scène internationale. Malheureusement, quelques jours avant ce qui devait être une tournée triomphale, des émeutes hostiles aux colons Hans se sont produites au Tibet¹⁷. Après les violences commises par des Tibétains, dont les images ont été diffusées dans le monde entier, les autorités ont chassé les journalistes étrangers présents sur place et ont fermé le Tibet. Les témoins gênants ayant été éliminés, une vague d'arrestations et de répression a été lancée, ce qui a provoqué un tollé dans l'opinion occidentale. Ainsi, lorsque la flamme olympique a traversé Londres et Paris, au lieu de donner lieu à une liesse populaire, elle a provoqué de violentes manifestations contre la tenue des Jeux olympiques à Pékin. La présence de policiers chinois en survêtement et lunettes de soleil, censés figurer des sportifs protégeant la flamme, a par ailleurs choqué les spectateurs occidentaux. Ainsi, ce qui devait être une grande manifestation de soft power s'est transformée en un fiasco¹⁸. Cet épisode n'est pas,

contrairement à ce que l'on pourrait croire, anecdotique : il montre à quel point, malgré l'ouverture de leur pays au commerce et aux investissements étrangers, les dirigeants de Pékin ignorent les règles qui gouvernent l'opinion publique internationale.

Devant la dénonciation de la répression au Tibet, ils ont cru à un complot et ont alors décidé de mobiliser le nationalisme de la jeunesse chinoise en Chine comme à l'étranger : création d'un site « anti-CNN », boycott des magasins Carrefour, manifestations d'étudiants chinois à l'étranger, dénonciation d'un complot des Occidentaux qui ne supportent pas l'émergence de la Chine, ce qui devait être une grande manifestation d'ouverture s'est transformé en mobilisation nationaliste. De même, alors que les Jeux olympiques devaient être l'occasion d'accueillir un nombre inégalé de touristes étrangers en Chine, les conditions de délivrance des visas ont été drastiquement durcies et, pendant la durée des jeux, la plupart des hôtels construits pour l'occasion sont demeurés à moitié vides ¹⁹ .

Cependant, la cérémonie d'ouverture mise en scène par Zhang Yimou, metteur en scène maudit dans les années 1980 et récupéré par le pouvoir pour l'occasion, est apparue comme un grand succès. Il s'est agi d'une présentation grandiose, recourant aux technologies les plus modernes pour célébrer la grandeur de la culture traditionnelle chinoise : écriture, papier, les grandes inventions chinoises y ont été présentées. En revanche, rien, ou presque, sur la Chine actuelle : à part les grands mouvements de foule qui rappelaient les grands moments de la Révolution culturelle, rien n'est venu montrer les réalisations du régime ²⁰ . Le succès de cette cérémonie est indéniable, et la présence d'un grand nombre de chefs d'État et de gouvernement a montré que la Chine était maintenant l'une des grandes puissances mondiales.

Toutefois, du point de vue de cet autre élément du soft power que sont les institutions et les valeurs politiques, les Jeux olympiques ont plutôt été un échec : en effet, des lieux spécifiques consacrés aux protestations des mécontents sont restés désespérément vides, les autorisations de manifestations ayant toutes été refusées, et ceux qui passaient outre ayant été arrêtés. L'image d'ouverture que souhaitaient présenter les dirigeants en a été sérieusement affectée ²¹ .

De plus, à peine deux mois après la cérémonie de clôture des Jeux, l'arrestation de Liu Xiaobo (écrivain, universitaire et militant des droits de l'homme) pour avoir participé à la rédaction de la Charte 08 ²² , un manifeste réclamant la démocratisation du régime et l'affectation d'immenses ressources à la politique de « maintien de la stabilité » ont encore renforcé l'image autoritaire du pouvoir et nuï à sa politique de soft power. La condamnation à onze ans de prison infligée à Liu pour « incitation à la subversion » a donné de la Chine l'image d'un régime autoritaire incapable de supporter la moindre critique, et a déçu bon nombre d'observateurs qui affirmaient que l'Empire du milieu était en train de connaître une impressionnante modernisation également dans le domaine politique et que ses dirigeants étaient de plus en plus sophistiqués.

L'intervention du vice-ministre des Affaires étrangères auprès du gouvernement norvégien en août 2010, pour le menacer de représailles économiques au cas où Liu obtiendrait le Prix Nobel

de la Paix a encore affecté cette image, tout en étant complètement inefficace puisqu'il l'a obtenu²³. Le langage stalinien utilisé pour dénoncer cette décision (« obscène », « groupe de clowns » pour désigner le comité Nobel)²⁴ et les repréailles commerciales ont détruit en quelques jours les efforts faits au cours des dernières années pour montrer que la Chine était une puissance responsable.

Depuis le mois de février 2011, la réaction quasi paranoïaque du régime face aux appels à la « Révolution du Jasmin » comme en Tunisie²⁵, post parus sur des sites Internet étrangers appelant les Chinois à « se promener » dans le centre de 13 grandes villes a encore plus détérioré l'image de la République populaire. Les arrestations d'avocats défenseurs des droits de l'homme dans un pays qui prétend instaurer l'État de droit²⁶, et finalement, l'arrestation de l'artiste contemporain Ai Weiwei²⁷, qui avait pourtant largement apporté sa contribution au soft power chinois en contribuant à concevoir le « nid d'oiseau », le stade olympique de Pékin qui avait suscité l'admiration du monde entier, ont porté un coup sévère supplémentaire à l'image de la République populaire. Aujourd'hui, les valeurs qui président à son système politique ne sont nullement attractives, au moment où en Afrique du Nord, les peuples descendent dans la rue pour réclamer le départ des dirigeants autoritaires. Le régime chinois n'a rien à apporter au monde dans ce domaine.

Augmentation considérable du « hard power »

Depuis la fin des Jeux olympiques, et depuis l'arrivée de Barak Obama à la présidence des États-Unis, la Chine a durci son attitude à l'égard de ses voisins : un autre élément important du soft power, la diplomatie, a été affectée. Lors de la visite du nouveau président américain à Pékin, les autorités chinoises ont adopté une attitude fort arrogante, prenant son attitude conciliante pour de la faiblesse. Puis, lors de la conférence de Copenhague sur le climat de décembre 2009, elles ont agi par tous les moyens pour empêcher l'adoption de quotas d'émission de carbone, tandis que le premier ministre Wen Jiabao snobait Barak Obama²⁸. Vis-à-vis de l'Asean, elle a réaffirmé, au cours de l'année 2010, ses revendications sur la Mer de Chine du Sud, et en particulier sur les îles Spratleys et Paracels, ce qui inquiète beaucoup ses voisins, notamment les Philippines et le Vietnam²⁹. Elle a également relancé la polémique avec le Japon sur la question des îles Diaoyu-Senkaku, n'hésitant pas à envoyer des bateaux qui se sont heurtés aux garde-côtes japonais³⁰. Là encore, les efforts d'apaisement qu'elle avait entrepris depuis une décennie environ, couplés à l'octroi d'avantages économiques et d'offres de coopération dans le développement ont été en partie anéantis par ce durcissement. Il n'est pas jusqu'à la Corée du Sud, pourtant plutôt bien disposée à l'égard de Pékin, qui n'ait été victime de ce durcissement : ainsi, la Chine a refusé d'accentuer les pressions sur son voisin et allié au lendemain des incidents du Cheonan³¹.

La baisse de l'accent mis sur le soft power par la Chine s'explique-t-elle par l'augmentation considérable de son hard power ? En janvier 2011, le PIB chinois a dépassé celui du Japon pour devenir le deuxième du monde. Mais surtout, la crise financière de 2008-2009 en a fait un partenaire incontournable du monde occidental. Ainsi, parodiant la formule de Mao Zedong «

Seul le socialisme peut sauver la Chine », on disait à Pékin : « Seule la Chine peut sauver le capitalisme ». Depuis, des analystes jusque-là fascinés par le développement de la République populaire de Chine ont commencé à s'inquiéter (Éric Izraelewicz dénonce « l'arrogance chinoise »³²), et les dirigeants des grandes puissances sont de plus en plus inquiets de l'attitude d'une Chine qui n'hésite plus à frapper du poing sur la table dans les grandes réunions internationales.

Les dirigeants chinois, quant à eux, sont convaincus que leur nouvelle prospérité peut leur permettre d'influencer la perception de leur pays dans le monde. C'est ainsi qu'en 2009, ils ont affecté d'importantes ressources au développement d'une télévision en anglais destinée à contrer le monopole occidental sur l'information. Toutefois, embaucher une centaine de journalistes étrangers de qualité ne sert à rien si l'on ne leur donne pas la possibilité de faire leur métier librement³³. L'exemple d' Al Jazeera, souvent donné par les autorités, montre que le succès n'est possible que si les professionnels sont autorisés à faire leur travail correctement. Or, depuis quelques mois, le contrôle du département de la propagande sur la presse chinoise et sur l'Internet s'est beaucoup renforcé. Les médias à destination de l'étranger, comme la version anglaise du Global Times, se distinguent par leur attitude très dure : c'est ainsi qu'un éditorial de ce journal a violemment dénoncé le prix Nobel de la Paix Liu Xiaobo et l'artiste Ai Weiwei.

Dans ces conditions, ce n'est pas la projection d'images de Chinois ordinaires et célèbres montrant un visage souriant, projection sur les écrans publicitaires de Times Square à New York, qui a sans doute coûté très cher, qui a amélioré l'image de la Chine lors de la visite de Hu Jintao aux États-Unis. Le but, qui montrait que la Chine n'a pas totalement abandonné sa stratégie de soft power, était de prouver aux Américains que les Chinois étaient modernes, pacifiques, et, finalement, très semblables à eux. Il n'y a pas eu d'enquêtes pour savoir quel a été l'impact de cette campagne, mais à en juger par l'image de plus en plus négative de la Chine aux États-Unis, elle n'a pas été très efficace. Depuis le semi-échec des Jeux olympiques, les dirigeants chinois semblent avoir décidé de concentrer leur offensive de charme sur les pays du Tiers-Monde et les pays émergents. On ne parle plus trop de consacrer d'importantes ressources au développement d'une stratégie de soft power. Cela tient sans aucun doute à l'absence de confiance en eux des dirigeants du PCC qui ne savent pas trop quelle image projeter à l'extérieur (ni à l'intérieur, du reste), et, également, à la difficulté qu'il y a à convaincre les habitants des démocraties que la Chine représente un modèle.

Jean-Philippe Béja, directeur de recherche CNRS

Mise en ligne : septembre 2011

-
1. Voir notamment : « Culture et soft power », note de lecture, Ina Global, 15 novembre 2010
 2. China radio international

3. Wang Huning «Culture as National Power: Soft Power» (Zuowei Guojia Shili de Wenhua: Ruan Quanli ??????????: ???), Journal of Fudan University (Fudan Daxue Xuebao ????? ??), no3, 1993, p.23-28, cité dans Li Mingjiang, «China Debates Soft Power», Chinese Journal of International Politics, vo.2, 2008, p.287-308.
4. Joseph Nye, Soft Power : The Means to Success in World Politics, New York, Pulic Affairs, 2004, p.11.
5. « China-ASEAN Free Trade Area Starts Operation », Xinhua, 1er Janvier 2010,
6. Sino-African summit a historic event, Hu says China Daily, 2/11/2006,
7. Joshua Cooper Ramo, The Beijing Consensus :Notes on the New Physics of Chinese Power, Foreign Policy Centre, UK, 5 novembre 2004.
8. En témoigne l'amendement à la constitution adopté en 2004 qui garantit la protection des droits de l'homme et de la propriété privée.
9. Insister sur la politique, sur l'étude, sur la droiture.
10. Le Parti représente les forces productives les plus avancées, la culture la plus avancée, et les intérêts du peuple tout entier.
11. Voir Liu Xiaobo, « Comment adapter la défense des droits face au parti d'intérêts », in Liu Xiaobo, La philosophie du porc et autres essais, Paris, Gallimard/Bleu de Chine, 2011, pp.345-346.
12. Hu Jintao, « Promoting Vigorous Development and Prosperity of Socialist Culture »
13. *ibid.*
14. Jiang Rong, Le Totem du loup, Paris, Bourin, 2008.
15. Yu Hua, Dix mots pour comprendre la Chine, Aix en Provence, Ed. Actes Sud, 2010.
16. « Frankfurt Book Fair Controversy. Chinese Author Banned from Traveling to Germany », Der Spiegel, 24 septembre 2009.
17. « Lhasa rocked by violent protests », South China Morning Post, 17 mars 2008.
18. Jean-Philippe Béja, « Les Jeux olympiques de Pékin : Grandes espérances, grande déception ? », Esprit, n°347, août-septembre 2008, pp.6-7.
19. David Barboza, « China's Visa Policy Threatens Olympics Tourism », New York Times, 24 juin 2008.
20. « The Way Art Works»: An Interview With Zhang Yimou » (1)
21. « Activist held after seeking protest permit », Financial Times, 8 août 2008.
22. Jane Macartney, « Leading Chinese dissident, Liu Xiaobo, arrested over freedom charter », The Times, 10/12/2008
23. Tania Branigan, « Nobel committee warned not to award peace prize to Chinese dissident », The Guardian, 28 septembre 2010,
24. « Nobel ceremony honours absent activist Liu », CBC Newsi, 10 décembre 2010,
25. Gillian Wong, « Voices behind China's Protest Calls », Associated Press, 6/04/2011,
26. « Rights lawyer detained, another feared missing », Reuters, 15/04/2011,
27. « Political activism cannot be a legal shield », Global Times, 8/04/2011,
28. « Cold climate in Copenhagen: China and the United States at COP15 » Environmental Politics, Volume 19, Issue 4,
29. « Beijing asserts claim to disputed islands », South China Morning Post, 25/01/2008

30. Ben Blanchard and Linda Sieg, "China suspends contacts as Japan boat row deepens", Reuters, 19/09/2010
31. Greg Torode, « Torpedo report poses dilemma for Beijing », South China Morning Post, 21/05/2010
32. Éric Izraelewicz, L'Arrogance chinoise, Paris, Grasset, 2011
33. Vivian Wu, Adam Chen, « Beijing in 45b yuan global media drive State giants to lead image campaign », South China Morning Post, 13/01/2009.